

**Arrêté n° 056/2026/DREAL/UD88 du 2 MARS 2026**  
**modifiant les conditions d'utilisation d'eau de réseau dans les process industriels de la société**  
**BLANCHIMENTS de XONRUPT II sise sur le territoire de la commune de Gérardmer (88400)**  
**afin de permettre l'utilisation d'eau de réseau dans le process industriel**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaisé GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2655/2008 du 21 août 2008 autorisant la société BLANCHIMENTS DE XONRUPT II (ci-après désignée l'exploitant) à exploiter ses installations ;
- Vu le courrier de la société BLANCHIMENTS DE XONRUPT II daté du 18 juin 2024 au sujet d'une autorisation de consommation d'eau de réseau pour le process industriel ;
- Vu l'arrêté n° 2025-009 du 27 octobre 2025 émis par le conseil communautaire de la communauté de communes de Gérardmer Hautes-Vosges ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 décembre 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant le 23 décembre 2025 ;
- Considérant que les ressources en eau naturelle visées par l'arrêté préfectoral susvisé peuvent ne plus être suffisantes selon les conditions météorologiques ;
- Considérant qu'il est nécessaire, dans un objectif de sécurisation, de diversifier les sources d'approvisionnement en eau utilisée dans le process industriel ;
- Considérant que cette diversification ne peut provenir que des ressources en eau de réseau ;
- Considérant que cette nouvelle ressource est fragile et fait à ce titre l'objet d'études ;
- Considérant de ce fait qu'une autorisation d'utiliser l'eau de réseau dans le process industriel ne peut être donnée qu'à titre temporaire dans l'attente des conclusions de ces études ;
- Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 23 décembre 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

## Arrête

**Article 1** – L'article 4.1.1 « origine des approvisionnements en eau » de l'arrêté préfectoral n°2655/2008 du 21 août 2008 est modifié comme suit :

Les eaux sont issues soit du puits du site, soit du réseau d'eau public si le débit du puits est insuffisant.

Les prélèvements d'eaux qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités maximales suivantes : 98 000 m<sup>3</sup> par an.

Tout système visant à l'économie de la consommation en eaux de toutes natures et à la réduction des rejets, notamment par le recyclage, doit être recherché et mis en œuvre. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf pour le cas cité au paragraphe 4.3.2.2. d) de l'arrêté du 21 août 2008.

Le réseau d'eau potable de la ville de Gérardmer alimente l'établissement en eau sanitaire. L'utilisation d'eau potable à des fins industrielles est :

- limitée à 15 000 m<sup>3</sup> par an et à 250 m<sup>3</sup> par jour ;
- autorisée jusqu'au 27 octobre 2028.

L'utilisation du réseau d'eau potable à des fins industrielles fait l'objet de relevés spécifiques par des dispositifs de télégestion permettant à la régie de la communauté de communes de Gérardmer Hautes Vosges de suivre quotidiennement la consommation d'eau.

## **Article 2 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

**Article 3** - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BLANCHIMENTS DE XONRUPT II, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et au sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 2 MARS 2026

Le Préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

Anne CARLI